

# L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

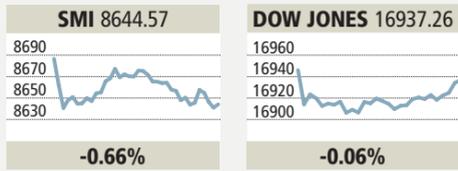
CONJONCTURE ZONE EURO

## Décélération de l'activité

PAGE 22



JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



INDUSTRIE SUISSE DU PACKAGING

### Nouveau repli sur douze mois

PAGE 8

LE FONDS IMMOBILIER REALSTONE  
**Diversification côté alémanique**

PAGE 7

PROGRAMME DE FUSION AVEC LAFARGE  
**Avantages initiaux de Holcim**

PAGE 5

LA PARTICIPATION DE L'EPFL À MYCOPTER  
**Le concept de voiture volante**

PAGE 24

HOLDING HLS À BERNE (ACCOMMODATION)  
**Projet d'hôtel urbain à Genève**

PAGE 7

R.JAMES BREIDING TRADUIT EN FRANÇAIS  
**Le grand éloge du Swiss made**

PAGE 14

FORCES MOTRICES DE L'AVANÇON (BEX)  
**Reprises par Romandé Energie**

PAGE 5

INFRASTRUCTURES D'EUROPE PÉRIPHÉRIQUE  
**Investissements chinois massifs**

PAGE 21

### L'après-Giroud a commencé



**CHARLES-ALBERT FUMEAUX.** Ancien directeur des Fils Maye à Riddes, il devient président et CEO de Château Constellation, issu de Giroud Vins. En présentation hier à Sion. «Nous ne déposerons jamais le bilan, parce que les garanties sont importantes», a-t-il précisé. Dominique Giroud détient la majorité du capital, mais n'a aucune fonction au conseil ni dans l'opérationnel. **PAGE 6**

# De mauvais scénarios sur l'emploi viennent à l'esprit

**GE-ALSTOM.** La présence de l'Etat dans le capital apparaît forcément comme une menace pour la Suisse.

STÉPHANE GACHET

«Les collaborateurs d'Alstom respirent», titrait dimanche *Schweiz am Sonntag*. Mieux valait en effet General Electric que Siemens du point de vue des complémentarités générales. La question des emplois en Suisse semble pourtant loin d'être réglée après l'annonce de l'acquisition d'Alstom par GE.

L'Etat prend une participation minoritaire, mais de blocage: les administrateurs publics mandatés par le ministre Arnaud Montebourg auront un droit de veto. Sachant en plus que GE a promis 1000 créations d'emplois nets

sur trois ans en France, et qu'Alstom Suisse en compte plus de 6000 dont 2200 ingénieurs à profil international, on se dit forcément que le plus sûr moyen de tenir la promesse sera de transférer certaines activités de Suisse en France.

Actuellement, l'activité d'Alstom en Suisse est répartie sur quatre sites, dont les trois plus importants, dans le canton d'Argovie, représentent un peu moins de 6400 postes. La centaine de collaborateurs restant, basés dans le canton de Schaffhouse, peuvent pour l'instant être écartés, s'agissant d'un centre de compétence dans le transport (rail), la seule



**JOSEPH DEISS.** Le président d'Alstom Suisse ne sera pas de trop pour clarifier la situation.

activité qu'Alstom prévoit de maintenir en propre - hormis les trois joint-venture établies avec GE. Il existe peu de reprises industrielles de cette importance

(transaction à 12,3 milliards d'euros) qui échappe sinon à une restructuration, du moins à un réajustement des capacités. Il faudra encore examiner dans le détail les éventuels doublons, qui n'existaient pas dans la structure actuelle d'Alstom, mais qui seront peut-être plus saillants à l'échelle GE. L'issue pourrait passer assez naturellement par la voie de moindre résistance, en l'occurrence la Suisse (l'activité d'Alstom y étant déjà partiellement un résidu des transactions historiques avec ABB.)

Difficile pour l'instant d'obtenir des estimations ou commentaires inquiets du côté Suisse. **PAGE 5**

REPORTAGE À GENÈVE ET À GLAND

## Le plus grand data center de Suisse

PAGE 4

QUASI-AMNISTIE FISCALE AUX USA

## L'impact positif sur les banques de catégorie 2

PAGE 3

# Berne face au legs du siècle

*Le Musée des Beaux-Arts a-t-il vraiment la volonté d'accueillir, d'assumer et de défendre la formidable collection Gurlitt?*

CYRIL DEMARIA

Le 3 juin dernier, le conseil de Fondation du Musée des Beaux-Arts de Berne diffusait un communiqué indiquant que l'institution allait examiner la situation à laquelle elle se trouvait «confrontée» suite au legs de la formidable collection constituée en Allemagne par Hildebrand Gurlitt, conservée ensuite secrètement par son fils Cornelius à partir des années 1950. Un don de 1406 œuvres dont la valeur actuelle plus ou moins fantasmée est parfois estimée à plus d'un milliard de francs. Une collection remontant essentiellement à 1941-1942, composée en partie d'œuvres soustraites aux musées allemands dans le cadre d'une épuration par le régime de l'époque (élimination de l'art considéré comme «dégénéré»).

La validité du testament doit encore être établie en Allemagne. Ensuite, le musée de Berne disposera d'une période de six mois pour l'accepter ou le refuser. Le terme «confronté» indique assez clairement que la direction estime que l'acceptation ne va pas de soi. Comme si ce legs monumental apparaissait davantage comme un problème que comme une chance. On devine que des considérations morales et juridiques liées aux

circonstances historiques de la collection pourraient dissuader l'institution de prendre certains risques.

Jusqu'à preuve du contraire, les œuvres ont pourtant été acquises de manière régulière à l'époque, bien qu'à des prix dérisoires venant rappeler que l'alternative fut la destruction pure et simple de dizaines de milliers de pièces n'ayant pas trouvé d'acquéreur-protecteur. Les autorités allemandes n'ont pas aujourd'hui la possibilité juridique - ni la volonté probablement - de les exproprier. Ces œuvres ne devraient-elles pas être néanmoins restituées aux musées allemands, ou aux descendants de leurs précédents propriétaires dans le cas (en fait peu probable) où elles auraient été spoliées? Il serait difficile pour Berne d'éviter ce genre de controverse.

La plus grande inconnue de cette collection très privée, c'est le contenu lui-même. Le Musée de Berne ne le connaît pas précisément. Il n'a jamais fait l'objet de communication de la part des autorités allemandes.

Nous nous sommes toutefois rendu compte qu'il était possible de s'en faire une idée assez concrète à partir d'un document d'époque dont l'original se trouve au Victoria and Albert Museum de Londres, exposé actuellement à la Neue Gallerie de New-York: l'inventaire exhaustif, des œuvres éliminées des musées en 1941 et 1942, établi par le Ministère du Reich pour l'Édification populaire et la Propagande (482 pages). Il y en eut 160.000 environ. Une consultation minutieuse permet d'établir que Hildebrand Gur-

litt a acquis dans ces circonstances quelque 3009 œuvres auprès de 66 musées pour un total de 17.994,58 francs suisses de l'époque. Il y eut également onze autres acquéreurs, dont le ministre Hermann Göring (de manière non significative). Les monnaies de paiement furent principalement le mark et le dollar. Gurlitt a toujours payé en francs suisses (exceptionnellement par échange toiles contre toiles).

Le document donne une image assez parlante de la situation financière de Gurlitt. Sans fortune, il a acquis ces œuvres au mieux de ses moyens, quitte à en perdre une au profit d'un concurrent faute d'avoir pu déboursier 700 francs de l'époque. 380 des 1406 œuvres de la collection actuelle sont issues des musées allemands, reliquat des 3009 initialement acquises. Les autres ont été échangées ou vendues par la suite.

Selon le document, 54 peintures et 228 aquarelles seulement furent acquises des musées par Gurlitt. L'essentiel (85%) était constitué de gravures et de reproductions. Cet élément s'avère particulièrement important dans le travail de documentation et d'étude de la genèse des œuvres, l'une des missions des musées publics. Il illustre assez clairement que le but était de préserver des gravures, eaux-fortes, reproductions, dessins et estampes confinées à l'époque aux marges du marché de l'art. L'analyse montre surtout que Gurlitt, historien de l'art et modeste marchand d'art, avait une stratégie d'acquisition à la fois cohérente et très ciblée. **SUITE PAGE 4**

Deutsche Asset & Wealth Management

Amélioration conjoncturelle dans la Zone Euro? Le moment semble parfaitement choisi pour votre investissement.

Investissez dans le fonds 5 étoiles DWS Invest Top EuroLand LC (ISIN: LU0145644893)

www.deawm.ch

Passion to Perform



Deutsche Asset & Wealth Management regroupe les activités de gestion des actifs et du patrimoine effectuées par la Deutsche Bank ou l'une de ses filiales. Le fonds mentionné est un fonds de droits luxembourgeois qui bénéficie d'une autorisation de distribution en Suisse. Les prospectus de vente et les informations destinées aux investisseurs comportant les avertissements sur les risques peuvent être obtenus gratuitement auprès de Deutsche Asset Management Schweiz AG, Hardstrasse 201, 8005 Zürich, ou auprès du bureau suisse de la Deutsche Bank (Suisse) S.A. à Genève et de leurs filiales à Zurich et à Lugano. © (2013) Morningstar Inc. Etat: fin août 2013. Tous droits réservés.



9 771421 948004 20026

## BC Glaris: prix d'émission fixé à 17,50 francs

La souscription des actions de la Banque cantonale de Glaris en vue de l'entrée de l'établissement alémanique à la Bourse suisse a rencontré une forte demande. Le prix d'émission est fixé à 17,50 francs par titre avant le premier jour de cotation mardi.

Ce montant se situe dans le bas de la fourchette annoncée il y a une dizaine de jours, entre 17 et 21,50 francs par action. L'opération prévoit de placer sur le marché 3,2 millions de titres, représentant 56 millions de francs avant l'exercice éventuel de l'option de surallocation, a indiqué lundi la Banque cantonale de Glaris.

Ces valeurs impliquent en l'état une capitalisation boursière de quelque 200 millions de francs. Si l'option de surallocation venait à être exercée (un maximum de 450.000 actions à 10 francs de valeur nominale), les recettes totales provenant de l'opération de placement (IPO) en Bourse s'établiraient alors à 63,9 millions de francs.

La manne globale ira à raison d'un tiers au canton de Glaris et de deux tiers à la Banque cantonale de Glaris dans le but de renforcer les fonds propres de l'établissement bancaire. Les deux tiers des titres de la surallocation proviennent du capital autorisé et un tiers des fonds cantonaux.

Le canton de Glaris demeurera l'actionnaire majoritaire de la Banque cantonale de Glaris. La collectivité en détient encore près de 70%, une fois les titres disséminés dans le public via l'entrée à la Bourse suisse.

Le délai de souscription courait jusqu'à vendredi midi. Pour rappel, le gouvernement glaronais a donné le 19 mars son feu vert au projet. L'opération a mis un terme à la recherche d'un éventuel partenaire stratégique, qui aurait pris une participation dans la Banque cantonale de Glaris. — (ats)

## BANQUE SYZ: bureau de représentation à Dubaï

La banque Syz a ouvert un bureau de représentation à Dubaï. L'établissement genevois compte ainsi proposer ses services à des investisseurs institutionnels et privés d'Arabie Saoudite, d'Oman, du Koweït, de Bahreïn, des Emirats arabes unis et du Qatar. L'établissement a reçu le 9 juin le feu vert des autorités de surveillance. Le bureau est actif dans le cadre du Dubaï International Financial Centre (DIFC), une zone franche financière sise à Dubaï et destinée aux entreprises étrangères.

## NOVAVEST: le capital monte à 21,4 millions

La société immobilière Novavest Real Estate augmente son capital-actions. 4724 nouvelles actions nominatives A, d'une valeur nominale de 35 francs par action, ont été souscrites par les anciens actionnaires et 257.143 droits de vote exercés pour des actions nominatives A ont été alloués au membre du conseil d'administration Rolf Schubiger, de Teufen, indique la société. En outre, 836.000 nouvelles actions nominatives B, d'une valeur nominale de 5 francs, ont été souscrites par l'actionnaire principal Peter Mettler.

# Le plus grand data center de Suisse

**SAFEHOST.** L'entreprise genevoise a débuté la construction dans le canton de Vaud.

MARJORIE THÉRY

Les formules de parfums et arômes les mieux gardés, les brevets de propriété intellectuelle d'industries de pointe, les données de grandes banques ou encore les plans de camps de réfugiés du monde entier. Bienvenue dans l'un des centres d'hébergement de données de référence en Suisse. Basé à Plan-les-Ouates, le site se fonde dans les dizaines de bâtiments industriels qui ont investi la zone depuis une quinzaine d'années. Mais à l'intérieur le contraste est saisissant. Accès ultra sécurisé et biométriques protègent des milliers de mètres carrés hébergeant la mémoire d'entreprises et d'organisations internationales.

Si un étage entier du bâtiment est occupé par un seul client (une société américaine de l'internet), le reste de la structure se divise dans un labyrinthe de serveurs et un dédale de salles sécurisées.

Tandis que certains clients n'hébergent que leurs données nationales, d'autres centralisent l'ensemble de leurs données les plus sensibles au niveau international. Chaque client choisi quel mode d'hébergement il souhaite. Pour une banque dont le nom ne peut être cité, l'ensemble des données est hébergé dans un espace avec un accès physique unique. Un sas permet d'y accéder. Sas dont la banque elle-même contrôle l'accès depuis ses locaux.

Plus loin pour un grand industriel, seulement trois personnes au monde dans cette entreprise disposent des codes d'accès nous apprend Faiz Tandon, tout en déambulant entre les serveurs. Faiz Tandon est co-fondateur de l'entreprise Safe Host avec Gerard



**FAIZ TANDON.** Le futur data center de Gland sera trois fois plus grand que celui de Genève.

Sikias et Muzaffar Ahmad. Les trois associés ont eu un parcours essentiellement bancaire et financier avant de créer l'entreprise à Genève en 2000.

«Le site de Plan-les-Ouates étant presque à plein capacité, nous venons de lancer la construction d'un second data center sur le canton de Vaud (près de Gland)». Il s'agirait du plus grand data center du pays. Devisé à 150 millions, les travaux de ce nouveau centre ont débuté il y a quelques semaines et devraient se terminer en 2016. «Avec 23.000 mètres carrés, le site sera trois fois plus grand que celui de Genève». Un bâtiment de stockage pur sera complété par un bâtiment administratif destiné à Safe Host mais aussi aux entreprises clientes.

Le projet est ambitieux. Mais ce serait une erreur de penser qu'un tel projet de data center est essentiellement informatique. Bien sûr cet aspect est central, mais toute la réflexion et la structure industrielle ne l'est pas moins.

«En termes d'empreinte carbone, l'industrie des data center est comparable à celle de l'aviation» compte tenu de la consommation d'énergie phénoménale. Mais le parallèle ne s'arrête pas là. Dans ces salles remplies de serveurs, le bruit dégagé par les équipements

informatiques et le système de soufflerie est si puissant qu'il fait penser au vrombissement peut être plus familier des réacteurs sur un tarmac. L'isolation acoustique mais aussi thermique est donc essentielle, dans ces salles où l'on alterne sans cesse entre le chaud et le froid.

Le point crucial enfin est celui de l'énergie. Safe Host un des cinq plus grand clients des Services Industriels de Genève (SIG). La consommation du seul bâtiment de Plan-les-Ouates est équivalente à celle d'une ville comme Nyon... Deux entrées de fibre optique assurent une double sécurité pour parer au moindre problème. En cas d'interruption de la fourniture d'électricité, six générateurs (grands comme des camions) sont tenus prêts en permanence à assurer le relais et une autonomie totale de 72h.

Toute cette énergie n'est pas seulement mise au service des entreprises. «La plupart des gens ne réalisent pas que dès qu'ils envoient un mail, font une recherche sur internet, regardent une vidéo, ou consultent des données sur le cloud, des milliers d'informations transitent par des data centers comme le nôtre» ajoute Faiz Tandon. Pour lui, la Suisse peut clairement se positionner comme leader et pôle d'attractivité dans le domaine des data center (voir ci-dessous). ■

LA CONSOMMATION EN ÉNERGIE DU SEUL BÂTIMENT DE PLAN-LES-OUATES ÉQUIVAUT À CELLE D'UNE VILLE COMME NYON.

## L'importance du prix de l'énergie

L'atout principal de la Suisse comme potentiel futur «cluster» de data center est étonnamment une question de prix de l'énergie. L'électricité à elle seule représente plus de la moitié des coûts d'hébergement de données. «Un data center qui s'installe en Suisse peut ainsi économiser jusqu'à 30% sur ce poste» précise Faiz Tandon.

Au-delà du prix en lui-même, il y a également un facteur de prévisibilité essentiel. La Grande Bretagne est par exemple un marché important pour l'hébergement de données. Mais elle a deux inconvénients majeurs: des prix de l'électricité variant chaque année et une dépendance à l'énergie fossile à hauteur de 80%. «En Suisse nous pouvons négocier des prix de l'énergie fixes pour une durée de cinq ans, ce qui nous met à l'abri de ris-

ques géopolitiques pouvant impacter les prix de l'énergie. C'est très rare en Europe. Mais surtout, la Suisse a l'avantage de ne dépendre qu'à moins de 5% de l'énergie fossile. Dans notre cas nous sommes 100% alimentés par de l'énergie hydraulique». L'entrepreneur y voit un facteur d'attractivité important que la Suisse pourrait davantage promouvoir, à l'heure où différents statuts fiscaux qui avaient attirés de grandes entreprises sont menacés. «Le flux de création de données dans les entreprises est devenu exponentiel et ces données sont rarement effacées. Les besoins sont énormes en termes d'hébergement externe, car il est de plus en plus difficile d'obtenir des niveaux de sécurité et de technicité adéquats dans toutes les entre-

## CASHSENTINEL: partenariat avec le Centre Porsche Genève

Le Centre Porsche Genève est devenu le dixième professionnel de l'automobile à adopter le service de paiement CashSentinel. Ce dernier est un intermédiaire financier proposant un système sécurisé de consignation et paiement à libération par téléphone mobile destiné à l'achat et la vente de véhicules. Le directeur général du centre, Alexandre Mottet, souligne que «CashSentinel nous donne une carte en plus pour le paiement de nos véhicules. C'est incontestablement une solution d'avenir. De plus, lorsque nous acquérons un véhicule en Suisse allemande par exemple, nous n'aurons plus besoin de transporter d'argent liquide, ce

que nous faisons actuellement à défaut d'un moyen plus adapté.» Le CEO du service de paiement, Sylvain Bertolus, conclut que «le Centre Porsche Genève est l'exemple parfait d'une concession moderne qui comprend les enjeux de demain. Notre service séduit un nombre grandissant de professionnels du secteur de l'automobile – qui représente la première raison d'utilisation de billets de 1000 francs en Suisse – et nous nous attendons à une adoption encore plus rapide dans les mois qui viennent, puisque les gens se tournent de plus en plus vers internet et les paiements électroniques.» CashSentinel est un intermédiaire financier suisse en partenariat avec AutoScout24 et la banque en ligne Swissquote.

SUITE DE LA PAGE UNE

## Berne et le legs du siècle

Délaissant le Blaue Reiter (seules 15 œuvres de Kandinsky, 3 de Klee, 8 de Macke et 3 de Marc furent acquises), son focus s'est porté sur le Brücke (460 œuvres de Heckel, 44 de Kirchner, 1 de Pechstein, et 363 de Schmidt-Rottluff) et le Neue Sachlichkeit (141 œuvres de Dix et 64 œuvres de Grosz). Les expressionnistes Nolde (595 œuvres), Grossmann (157), Hofer (179) et Rohlf (167) complètent le panorama.

Une partie dominante de la collection n'a pas les musées allemands pour origine directe, mais elle paraît avoir été constituée légalement. Aux dernières nouvelles, 590 pièces auraient fait l'objet d'un examen. Seules six œuvres seraient aujourd'hui considérées comme potentiellement spoliées. A noter que les délais de prescription éteignent les poursuites s'agissant d'acquisitions litigieuses, mais non clairement spoliées.

Le Musée des Beaux-Arts de Berne semble avoir tout intérêt à laisser les autorités allemandes faire cette première part des choses, pour hériter ensuite d'un ensemble validé par la justice, en principe irréprochable. Cette caution ne le mettrait pourtant pas à l'abri de contestations ou revendications ultérieures, venant d'institutions ou de privés. On pense en particulier à un autre testament de Cornelius Gurlitt, en cours d'examen également, qui désigne Berne comme légataire, mais aussi d'autres personnes.

Or, dans les dossiers sensibles touchant à l'art, le droit a tendance à céder le pas aux rapports de force. Ce sont les plus expansifs et les plus combatifs qui l'emportent, et rarement les institutions empreintes de réserve, comme l'a été le Musée des Beaux-Arts de Berne dans ce dossier jusqu'ici. Surtout lorsque les enjeux sont considérables. Cornelius Gurlitt n'a-t-il pas exceptionnellement vendu une pièce, une seule, peu de temps avant sa disparition, au début de cette année, pour pouvoir s'acquitter d'arriérés fiscaux apparemment, et pour un montant de quelque 10 millions de francs?

Berne n'est sans doute pas sans savoir que les héritiers potentiels les plus actifs remportent généralement les legs les plus convoités, surtout lorsqu'ils portent sur des objets à problèmes. Exemple récent: le célèbre portrait d'Adèle

Bloch-Bauer I réalisé par Gustave Klimt et détenu par le Kunsthistorisches Museum de Vienne. Cette institution avait été nommée par Adèle Bloch-Bauer elle-même comme légataire par testament en 1920, ce qui signifie que juridiquement, le Musée de Vienne était propriétaire du portrait.

Maria Altmann, descendante de la famille, a attaqué le gouvernement autrichien et obtenu gain de cause avec l'appui massif des médias américains. Ce qui semblait imparable juridiquement est devenu une confrontation austro-américaine du genre de celles que la Suisse a douloureusement expérimentée récemment dans d'autres circonstances. Le portrait a finalement été attribué à Maria Altmann, puis acquis par la famille Lauder pour 135 millions de dollars (qui l'a donné à la Neue Gallery de New York).

S'agissant du futur legs Gurlitt, ce n'est pas une œuvre qui pourrait être en cause, mais un portefeuille de 1400 références, ce qui multiplie les risques. Pour être à la hauteur, le Musée de Berne devrait sans doute avoir une politique de communication très active à ce sujet, basée sur la transparence, de manière à préempter l'espace public. En intégrant également un élément assez mystérieux pour l'instant: personne ne sait au juste pourquoi Cornelius Gurlitt a choisi Berne pour pérenniser et rendre accessible la collection de son père.

Il s'agirait surtout de faire valoir le sens et la cohérence de l'ensemble. Des legs ou des cessions ultérieures à des particuliers équivaleraient en fine à une dispersion des œuvres. Hildebrand Gurlitt, connaisseur éclairé de la période des expressionnistes allemands, a légué bien plus que des pièces patiemment collectées, certaines aux heures les plus noires de l'histoire européenne. Ce que ce personnage méprisé des autorités allemandes a réussi, c'est de transmettre par son fils monomane la volonté de préserver un courant artistique né des décombres de la première guerre mondiale, et qui a survécu aux purges de la seconde. Il est clair que la collection Gurlitt devrait être accueillie par un musée à la hauteur de cet émouvant et grand témoignage. Avec une réelle volonté de le préserver, de l'assumer, de le défendre dans cet état d'esprit. (CD)

### ACQUISITIONS AUPRÈS DES MUSÉES ALLEMANDS

Par type d'oeuvre		
<b>Gravures / reproductions</b>	<b>2553</b>	<b>85%</b>
Aquarelles	228	8%
<b>Illustrations / dessins</b>	<b>158</b>	<b>5%</b>
Peintures	54	2%
<b>Par artiste</b>		
<b>Nolde</b>	<b>595</b>	<b>20%</b>
Heckel	460	15%
<b>Beckmann</b>	<b>367</b>	<b>12%</b>
Schmidt-Rottluff	363	12%
<b>Hofer</b>	<b>179</b>	<b>6%</b>
Rohlf	167	6%
<b>Dix</b>	<b>141</b>	<b>5%</b>
Grossman	157	5%
<b>Corinth</b>	<b>121</b>	<b>4%</b>
Gross	64	2%
<b>Grosz</b>	<b>69</b>	<b>2%</b>
Campendonk	61	2%
<b>Kirchner</b>	<b>44</b>	<b>1%</b>
Kokoschka	18	1%
<b>Nesh</b>	<b>25</b>	<b>1%</b>
Divers	160	5%
(En nombre d'oeuvre)		
«Entarte Kunst», Reichministerium für Volksaufklärung und Propaganda, L'Agefi.		